"Sous toutes réserves"
Par courriel et par courrier

Laval, ce 11 août 2011

Avocats-conseils
Gilles Hébert, c.r.
Jean Hétu, LL.M. Harvard

scadrin@dufresnehebert.ca
ligne directe : 514-392-5725

Me Véronique Dubois
RÉGIE DE L'ÉNERGIE
Tour de la bourse
800, Place Victoria, 2^e étage
bureau 2.55
Montréal (Québec) H4Z 1A2

Objet : *Demande d'autorisation du projet Lecture à distance – Phase 1*
R-3770-2011
N/dossier : 40 117-084

Chère consœur,

La présente a pour but de faire suite à la correspondance du Distributeur datée du 3 août dernier relativement aux commentaires formulés sur la demande d'intervention de l'Union des municipalités du Québec.

Tout d'abord, nous soulignons que dans ses commentaires, le Distributeur réitère qu'il désire limiter le périmètre de la phase 1 du projet LAD ainsi :

« Le projet LAD, dans sa phase 1, se limite à la mise en place des technologies de l'information, au remplacement des compteurs par des compteurs de nouvelle génération, à l'automatisation de la relève et à l'interruption et la remise en service à distance notamment des clients en recouvrement (HQD-1, document 1, page 23). »

En effet, dans sa demande, le Distributeur présente le projet LAD et propose une démonstration de la rentabilité du projet. Toutefois nous croyons qu'il est important sinon essentiel d'analyser la rentabilité du projet. L'UMQ estime qu'il ne suffit pas de faire seulement la démonstration de la rentabilité d'un projet mais qu'il est aussi important de démontrer que la solution retenue est la meilleure. Nous soulignons qu'en bout de ligne, ce sont les consommateurs d'électricité qui pourraient être pénalisés si des solutions optimales étaient écartées d'entrée de jeu.

Le Distributeur présente une solution où il compte installer les 3,7 millions de compteurs avant même de pouvoir bénéficier d'une seule des fonctionnalités intelligentes que peuvent fournir ces

mêmes compteurs. Soulignons notamment les fonctionnalités de gestion de la demande qui étaient d'ailleurs, déjà en 2009, utilisées par 75% des entreprises de distribution d'électricité recensées par Accenture (HQD-1, document 1, page 18, figure 4).

Or, une autre des solutions envisageables consiste à installer dès maintenant les compteurs avec le maximum de fonctionnalités afin de profiter au plus tôt des bénéfices en découlant, au lieu d'attendre après 2017. Chaque fonctionnalité additionnelle pourrait être évaluée au mérite selon le gain apporté par son implantation au plus tôt.

Même si le bilan de puissance du Distributeur, selon la preuve de l'UMQ dans le dossier R-3748-2010, présente des surplus au moins jusqu'en 2020, l'installation de compteurs avec des fonctionnalités intelligentes, en commençant par certaines zones de demande du Distributeur plus coûteuses à alimenter à court terme, pourrait apporter des bénéfices avantageux pour les consommateurs québécois. Par exemple, de telles fonctionnalités pourraient permettre de gérer la consommation aux heures de forte demande dans certains réseaux autonomes où la production disponible arrive à sa capacité, ou encore dans des zones de demande où le réseau de distribution arrive à sa capacité et exige des investissements importants. Or, nous le soulignons, une telle solution a été rejetée par le Distributeur à court terme en se contentant simplement d'indiquer :

« Cette approche prudente est dictée par l'expérience vécue par certaines entreprises de distribution ayant mis en place un projet de déploiement de compteurs de nouvelle génération avec un périmètre plus large. Dans certains cas, l'étendue du périmètre a eu pour effet de rendre le projet plus difficile à accepter par la clientèle, celle-ci devant à la fois s'habituer au nouveau compteur, à de nouveaux tarifs et à des affichages dans les domiciles. Dans d'autres cas, l'ampleur du projet a eu pour résultat une implantation en retard par rapport aux échéanciers initialement prévus. » (HQD-1, document 1, page 23, lignes 5 à 11).

Une telle justification ne semble pas suffisante pour l'UMQ d'autant plus que le Distributeur ne compte pas permettre aux intervenants de consulter les études sur lesquelles il appuie sa décision.

D'ailleurs l'UMQ suggère une approche plus complète dans laquelle le Distributeur devrait comparer les inconvénients et risques mentionnés dans sa preuve avec les bénéfices apportés par une implantation plus hâtive et optimale des fonctionnalités intelligentes. Le Distributeur pourrait ainsi quantifier les divers paramètres en vue de déterminer la décision optimale.

L'UMQ considère qu'en limitant arbitrairement le périmètre, le Distributeur élimine d'emblée une ou plusieurs solutions qui, jusqu'à preuve du contraire, pourraient être meilleures que

l'approche prudente qu'il préconise. En effet, si le Distributeur n'analyse pas de telles solutions d'implantation rapide des fonctionnalités intelligentes, l'occasion sera évidemment perdue et reportée au mieux après 2017 et le débat ne pourrait jamais avoir lieu sur la pertinence de le faire maintenant, sans compter qu'une implantation plus hâtive des fonctionnalités intelligentes permettra de les tester beaucoup plus rapidement que si on attend plus de 7 ans.

L'UMQ considère que le Distributeur ne peut se soustraire au débat en statuant unilatéralement de restreindre le périmètre du projet et ainsi le domaine des solutions dans lequel pourrait se trouver une solution optimale meilleure que celle préconisée par le Distributeur.

Pour les raisons énoncées plus haut, l'UMQ demande à la Régie de ne pas limiter le périmètre comme le propose le Distributeur et d'accepter la demande d'intervention de l'UMQ telle que soumise.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, chère consœur, nos salutations les plus distinguées.

Steve Cadrin, avocat

SC/sb

#386208